



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Maintenance préventive et curative des portes coupe-feu des
établissements du GHT Léman Mont-Blanc

GHT LEMAN MONT BLANC
558 route de Findrol
BP 20500
74130 CONTAMINE SUR ARVE

Table des matières

1 DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 OBJET DU MARCHE	5
1.2 DESIGNATION DES INTERLOCUTEURS DU GROUPEMENT	5
1.3 CHIFFRAGE DES OFFRES - OBLIGATION DE VISITE	6
1.4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
1.4.1 COMPETENCE DU TITULAIRE - ORGANISATION	6
1.4.1.1 PERSONNE RESPONSABLE DE L'EXECUTION DU MARCHE	6
1.4.1.2 REUNIONS	7
1.4.1.3 COMPTE-RENDU/RAPPORT	7
1.4.1.4 RAPPORT DE CONTROLE	7
1.4.2 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	7
1.4.2.1 REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES	7
1.5 RESPONSABILITE SOCIETALE DE L'ENTREPRISE (RSE)	8
1.6 CERTIFICATIONS ET QUALIFICATIONS	9
1.6.1.1 MOYENS HUMAINS	9
1.6.1.2 ACCES AUX SITES	9
1.6.1.3 MESURES DE SECURITE	10
1.6.1.4 INTERVENTIONS EN MILIEU OCCUPE	10
1.6.1.5 REGLES D'HYGIENE	10
1.6.1.6 TENUE DU PERSONNEL	11
1.6.1.7 REGISTRE DE SECURITE	11
1.6.1.8 MUTUALISATION DES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE : DEVELOPPE DURE	11
1.6.1.9 OBLIGATION DE RESULTATS	11
1.6.1.10 OBLIGATION DE MAINTIEN EN ETAT	11
1.6.1.10.1 ETAT INITIAL	11
1.6.1.10.2 PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS ET DES EQUIPEMENTS	12
1.6.1.10.3 ETAT EN FIN DE CONTRAT	12
1.7 OPERATIONS DE VERIFICATION	12
1.7.1 REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	12
1.7.2 ORGANISATION DU CONTROLE ET DE LA SURVEILLANCE D'EXPLOITATION	12
1.8 GARANTIE ET RESPONSABILITES	13
1.8.1 RESPONSABILITE DU TITULAIRE	13
1.8.2 PLAN DE PREVENTION	13
1.8.3 GARANTIE DES MATERIELS	14
1.9 DISPOSITIONS DIVERSES	14

1.9.1 PENALITES 14

1.9.2 CLAUSE SPECIALE POUR EXTENSION OU RECONSTRUCTION DE SITE 15

2 DESCRIPTION DES MISSIONS 15

2.1 INVENTAIRE DES INSTALLATIONS ET DES EQUIPEMENTS EXISTANTS 16

2.1.1 GENERALITES 16

2.1.2 DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS 16

2.2 EXCLUSIONS 16

3 PRINCIPES DE DEROULEMENT DES PRESTATIONS 16

3.1 DELAIS 16

3.1.1 DELAIS D'INTERVENTION 16

3.1.2 DELAIS DE REPARATION 17

3.2 GESTION DU STOCK 17

3.3 DEFINITION ET NATURE DES PRESTATIONS INCLUSES DANS LE FORFAIT 17

3.3.1 TEMPS PREVENTIVE 17

3.4 DEFINITION ET NATURE DES PRESTATIONS FACTURABLES A L'INTERVENTION 18

3.4.1 MAINTENANCE CURATIVE 18

3.4.2 EQUIPEMENT NON IDENTIFIE DANS LE BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES 18

4 MAINTENANCE DES PORTES COUPE-FEU 19

4.1 PERIMETRE DU MARCHE 19

4.1.1 PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE 19

4.1.1.1 CONTROLES VISUELS :19

4.1.1.2 NETTOYAGE 20

4.1.1.3 CONTROLES FONCTIONNELS 20

4.1.1.4 PORTES METALLIQUES COULISSANTES NON MOTORISEES COUPE-FEU 1 HEURE DE COMPARTIMENTAGE DE PARKING SOUTERRAIN ASSERVIES AU SSI 21

4.1.1.5 RAPPORT 22

4.1.1.6 RECEPTION DES PRESTATIONS 22

4.1.2 PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE (CURATIVE) 22

4.1.2.1 DECLENCHEMENT 22

4.1.2.2 SERVICE D'ASTREINTE - PROCEDURE D'APPEL 22

4.1.2.3 DELAIS D'INTERVENTION 23

4.1.2.3.1 HORS BENEFICIAIRE DU SERVICE D'ASTREINTE : 23

4.1.2.3.2 BENEFICIAIRE DU SERVICE D'ASTREINTE : 23

4.1.2.4 CONDITIONS FINANCIERES 23

4.1.2.5 DEVIS SUITE INTERVENTION D'ASTREINTE 23

4.1.2.6 RAPPORT 23

4.1.2.7 RECEPTION DES PRESTATIONS 24

5 LISTE DES ANNEXES AU CCTP ²⁴

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) précise le contenu des prestations à fournir quant à la maintenance préventive et curative des équipements liés aux portes coupe-feu, relatif à la sécurité des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Léman Mont-Blanc :

- Hôpitaux du Léman (HDL) : 1158 portes
- Centre Hospital Alpes Léman (CHAL) : 6 portes
- EPSM74 : 147 portes
- Hôpital local de Reignier : 59 portes
- Hôpitaux du Pays du Mont Blanc : entre 0 et 10 interventions/an

Soit un nombre total de 1583 portes (dont 59 portes en maintenance curative pour l'Hôpital de Reignier) au global pour le présent marché.

Le marché se décompose en 2 postes principaux :

1. Le premier poste consiste en une prestation forfaitaire liée à la maintenance préventive comprenant : pièces, main d'œuvre et déplacements inclus uniquement pour les sites suivants :
 - a. Hôpitaux du Léman (HDL)
 - b. Centre Hospital Alpes Léman (CHAL)
 - c. EPSM74

2. Le second poste en une prestation hors forfait liée à la maintenance curative qui est soumise à bon de commande, comprenant les frais de déplacement inclus, uniquement pour les sites suivants :

Hôpitaux du Léman (HDL)

Centre Hospital Alpes Léman (CHAL)

EPSM74

Hôpital local de Reignier

Hôpitaux du Pays du Mont Blanc

Ce marché n'est pas alloti

1.2 DESIGNATION DES INTERLOCUTEURS DU GROUPEMENT

Les chefs de projet concernant les différentes structures des membres composant le GHT sont :

Hôpitaux du Léman

M. HAMELIN Didier (Tous les établissements sauf les 3 ehapds)

Responsable Sécurité Incendie et Sûreté

Téléphone : 04.50.83.28.11

d-hamelin@ch-hopitauxduleman.fr

M. Petrica-Daniel BARBULESC

Responsable Sécurité Incendie et Sûreté (uniquement concernant les 3 ehpad des Hôpitaux Du Léman)

EHPAD HDL

Téléphone : 06 30 50 21 80

p-barbulesc@ch-hopitauxleman.fr

Centre Hospitalier Alpes Léman (tous sites confondus)

Stéphane ROCH
04.50.82.21.46
sroch@ch-alpes-leman.fr

Hôpital Départemental de Reignier
Henri TIBERGHIE
04.50.43.80.13
henri.tiberghien@hl-reignier.fr

EPSM74 (tous sites confondus)
Stéphane SERRURIER
04.50.25.43.70
SERRURIER-S@ch-epsm74.fr

Hôpitaux du Pays du Mont Blanc
Christophe VAUDEL
04.50.47.31.87
C.Vaudel@ch-sallanches-chamonix.fr

1.3 CHIFFRAGE DES OFFRES - OBLIGATION DE VISITE

Bien que le candidat soit censé avoir une expérience suffisamment approfondie sur la nature des prestations demandées, il est conseillé de prendre rendez-vous auprès des chefs de projets des différents membres du groupement afin d'avoir une meilleure approche quant aux prestations demandées.

A ce titre, une visite des sites est obligatoire dans le but d'avoir une parfaite connaissance des installations afin de permettre le chiffrage d'une offre adaptée et reflétant les équipements existants.

1.4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

1.4.1 COMPETENCE DU TITULAIRE - ORGANISATION

L'équipe mise en place par le titulaire doit allier les différentes connaissances requises pour l'élaboration de l'ensemble de la mission.

1.4.1.1 PERSONNE RESPONSABLE DE L'EXECUTION DU MARCHE

Le titulaire désigne une personne responsable de l'exécution du marché au jour de sa prise de fonction. Cette personne devra être distincte de celle qui assure les vacations sur le site.

Le représentant du titulaire doit être qualifié et autorisé à prendre toute décision immédiate à la suite des observations relevées par le pouvoir adjudicateur.

Le nom du représentant et sa qualification exacte sont communiqués au pouvoir adjudicateur par le titulaire, dès la signature du marché.

La personne responsable de l'exécution du marché devra être joignable à tout moment de manière aisée. Elle sera remplacée par une autre personne disposant des mêmes compétences, des mêmes délégations de pouvoir, de décision et de signature durant ses périodes d'absence.

1.4.1.2 REUNIONS

Au cours de l'exécution du marché, une réunion annuelle pourra être organisée à l'initiative des chefs de projet membre du groupement.

La 1^{ère} réunion se déroulera au plus tard 3 mois après le démarrage du marché.

La réunion a pour objet l'évaluation de la conformité des prestations au cahier des charges dans le cadre de l'obligation de résultat de ce présent marché.

La présence du responsable du marché pourra ainsi être demandée.

Chaque réunion donne lieu à un compte-rendu établi et rédigé par le titulaire sous validation par les chefs de projet avant diffusion.

Ce compte-rendu mentionnera notamment les actions à mener par le titulaire avec une date d'échéance.

A l'occasion de cette réunion, le titulaire présentera les documents contractuels ainsi que le bilan de ses interventions et les montants facturés.

Dans le cas où des défauts de qualités seraient constatés, un plan d'action pourra être mis en œuvre. Le titulaire pourra également proposer toute action ou mesure qu'il juge pertinente autour des procédés et matériels utilisés.

Ce dernier devra impérativement rendre compte par écrit au pouvoir adjudicateur de la réalisation ou de l'état d'avancement des dites actions dans les 2 jours ouvrés suivant la date d'échéance.

Le titulaire est tenu de s'y conformer dans les délais prescrits par l'établissement. Les pénalités prévues à l'annexe XX du présent CCAP pourront être appliquées.

1.4.1.3 COMPTE-RENDU/RAPPORT

Le titulaire adressera aux chefs de projet les plannings d'intervention, rapports de réunion et d'intervention, devis établis par courriel.

1.4.1.4 RAPPORT DE CONTROLE

Pour tous les contrôles obligatoires ou non, le titulaire établit un rapport ainsi que toute proposition visant à améliorer la qualité.

Lors de l'établissement du rapport, les différents organes dysfonctionnant feront l'objet d'une observation avec une localisation précise (code GMAO si disponible sur l'établissement concerné) afin de faire procéder à une maintenance corrective.

1.4.2 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

1.4.2.1 REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES

Les prestations seront réalisées conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment :

- Le règlement de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public (ERP), en particulier pour les types U (établissements de soins), R (établissements d'enseignement), J (structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées),
- Les normes NF S 61-937 (entretien et maintenance des portes coupe-feu et portes résistant au feu),
- Les normes NF EN 1154, NF EN 1155, NF EN 1158, NF EN 1634.

Toutes autres normes applicables en lien direct et indirect avec la sécurité incendie et de la maintenance des dispositifs de compartimentage.

Le Prestataire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes ou de toute nouvelle évolution non stipulée dans le présent CCTP et d'une manière générale de tous les textes, lois, décrets, arrêtés et réglementation applicable pour l'exécution du présent accord-cadre.

Les textes énoncés ne constituent pas une liste limitative et, tous les règlements, normes, législations en vigueur devront être respectés.

Il est rappelé que le prestataire a également un devoir de conseil technique, normatif et de propositions d'amélioration de la sécurité du site auprès du client.

1.5 Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE)

La responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) est un enjeu majeur pour le GHT Léman Mont Blanc.

Le candidat réalise ses prestations en prenant en compte toutes les mesures et dispositions nécessaires afin que soient respectées les dispositions légales et réglementaires en vigueur concernant la protection de l'environnement.

Il doit assurer la totale traçabilité de toutes les opérations relatives à l'élimination des déchets (huiles, sources lumineuses, matériel déposé, etc. ...).

Le titulaire est responsable du traitement de tous les déchets issus de son marché, conformément aux textes et règlements en vigueur, notamment l'article L 541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation
2. Recyclage
3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique
4. En dernier recours, élimination

Dans le cadre du présent marché, le candidat est aussi encouragé à préciser engagement environnemental et à démontrer sa capacité à déployer une démarche RSE (Responsabilités sociétales et environnementales) dans le cadre de la prestation, notamment dans les domaines suivants :

- **L'Empreinte Carbone (réduction des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements dans le cadre du marché,...) :** Dans le cadre de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, de la publication réglementaire des émissions GES, le candidat est invité à évaluer sa consommation d'énergie et les émissions GES des prestations rendues. Le candidat peut notamment présenter au GHT Léman Mont Blanc ses démarches et ses actions permettant de réduire l'impact carbone au cours du présent marché.
- **Déplacement des salariés :** Le candidat est invité à décrire la démarche environnementale visant à réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre liées aux déplacements de ses employés dans le cadre du marché. S'il dispose des données suffisantes, le candidat donne le chiffrage des émissions de Gaz à Effet de Serre liées aux déplacements de ses employés dans le cadre du marché. Cette information sera donnée en gramme, kilogramme ou tonne de CO₂ correspondant à la prestation.

En plus de ses données chiffrant les GES liés à ses déplacements dans le cadre de ce contrat de maintenance, le candidat est encouragé à communiquer au pouvoir adjudicateur dans le cadre de son dossier de candidature, **les mesures qu'il propose pour réduire les émissions de GES** : qualité de la flotte de véhicules, optimisation des tournées (regroupement de livraisons et de maintenances de plusieurs clients situés dans

un même périmètre géographique), formation des techniciens à l'écoconduite chaque année de ce contrat, etc...

- **Prévention des pollutions/nuisances (management environnemental, mobilité à moindre impact environnemental, ...)** : Le candidat peut présenter les actions qu'il envisage dans le cadre du marché afin de réduire les pollutions de l'air (poussières), du sol, l'impact acoustique et la communication (panneaux, balisage).
- **Utilisation durable des ressources (Eco-responsabilité, ...)** : Le candidat peut fournir l'analyse du cycle de vie des équipements envisagés pour le présent marché ou tout autre élément d'analyse de l'impact environnemental de ces derniers. Il précise les ressources utilisées pour la fabrication et le taux de matériaux recyclés. Enfin, le candidat peut indiquer s'il est en capacité d'optimiser les emballages pour utiliser le moins de matières premières et permettre le recyclage.

La gestion des déchets générés durant le présent marché : le candidat est invité à présenter les actions envisagées dans le cadre du présent marché afin d'optimiser la gestion des déchets d'équipement électrique et électronique (DEEE), des déchets

1.6 Certifications et qualifications

Les candidats devront posséder obligatoirement toute certification pour la maintenance de chaque catégorie des équipements et devront justifier de cette qualification au moment de la remise de leur offre.

Ils fourniront également les certifications et/ou qualifications (par exemple : ISO 9001, certification NF, APSAD, etc.), dont ils sont éventuellement titulaires.

1.6.1.1 MOYENS HUMAINS

Il appartient au titulaire de mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur le personnel qu'il estime nécessaire pour assurer les prestations qui lui sont demandées, dans les conditions définies dans la suite du présent document.

Dans un souci d'organisation, un calendrier prévisionnel annuel de présence du technicien sera établi pour les opérations relatives à la maintenance préventive, au plus tard le 31/01 de chaque année, conformément à l'annexe 3 *Planning Prévisionnel* de chacun des établissements, et soumis à l'approbation des différents chefs de projet membre du groupement.

1.6.1.2 ACCES AUX SITES

L'accès aux installations par le personnel du titulaire est possible à tout moment pendant les heures ouvrables.

Néanmoins, les conditions d'accès peuvent faire l'objet de consignes particulières qui seront mises au point avec le titulaire lors de la prise d'effet du marché.

En tout état de cause, le personnel du titulaire, chargé de l'intervention, se présente dès son arrivée :

- Pour les Hôpitaux Du Léman :
 - Systématiquement au Poste Central de sécurité du site Georges PIANTA et ce pour l'intégralité des établissements appartenant aux HDL (sauf les 3 EHPAD).
 - Pour les 3 EHPAD : se présenter directement sur le site concerné en ayant contacté au préalable le responsable sécurité.
En cas d'absence, il devra se présenter au PC SECURITE des Hôpitaux Du Léman
- Pour les autres établissements du GHT :

- EPSM74 : Accueil visiteurs
- CHAL : PC Sécurité
- Hôpital de Reignier : Accueil visiteurs
- Hôpitaux du Pays du Mont Blanc : PC Sécurité

Il pourra alors accéder aux équipements sous réserve du respect des consignes qui lui seront données.

Le titulaire fournira et tiendra à jour, une liste des techniciens habilités à intervenir qu'il fournira préalablement au chef de projet concerné.

Les chefs de projet membre du groupement informeront le titulaire de tout manquement grave de son personnel d'intervention et pourront lui en demander le remplacement.

1.6.1.3 MESURES DE SECURITE

Le titulaire devra se soumettre sans contrepartie, à toute directive émanant du Service Sécurité, et /ou des chefs de projet ou de son représentant et lui signaler son arrivée.

Il doit notifier sans délais au service Sécurité ou aux chefs de projet ou de son représentant toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations ou mettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

Consignes de sécurité :

Le titulaire du marché doit notifier à son personnel placé sous son autorité les diverses consignes, telles que le plan de prévention ou les consignes générales et particulières à l'établissement.

Il devra contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues par les intervenants.

Lors de chaque vérification et contrôle, le technicien du titulaire, effectuera au préalable un contact verbal avec le Cadre de Santé ou/et le responsable de service dont le service sera soumis à ces vérifications ou contrôles pour l'informer de la prestation en cours.

1.6.1.4 INTERVENTIONS EN MILIEU OCCUPE

D'une manière générale, toutes précautions doivent être prises pour assurer la protection des personnes et des biens.

Le titulaire est informé du caractère particulier de l'activité au sein d'un hôpital et que la plupart des interventions auront lieu dans un site en exploitation.

Il devra en conséquence prendre toutes les dispositions nécessaires, afin de ne pas perturber la bonne marche du service dans lequel il interviendra.

A cet effet, il devra prévoir un périmètre de sécurité adapté, en isolant, s'il le faut, les endroits où il travaille, afin de limiter la gêne et/ou le risque engendré par ses prestations.

1.6.1.5 REGLES D'HYGIENE

Toute intervention dans une zone à risque infectieux (blocs opératoires, service accueillant des patients immunodéprimés - oncologie, néonatalogie, hématologie, etc.) doit faire l'objet d'une attention particulière.

A cette fin, le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter la diffusion dans l'atmosphère environnante de particules susceptibles de comporter des germes infectieux.

Concernant spécifiquement les Hôpitaux Du Léman, l'*annexe 4* en rapport avec les « Conditions Générales d'Interventions aux Hôpitaux du Léman » devront être respectées et sont une pièce contractuelle au présent marché.

1.6.1.6 TENUE DU PERSONNEL

Il est précisé que le personnel du titulaire doit être vêtu de manière identifiable facilement.

Le nom de l'entreprise devra figurer de manière apparente sur les vêtements.

Concernant les Hôpitaux Du Léman et conformément aux Conditions d'Intervention Générales, le port permanent du badge d'identification de l'entreprise est obligatoire.

1.6.1.7 REGISTRE DE SECURITE

Le technicien doit émerger obligatoirement dans le registre de sécurité de chaque établissement, toutes ses interventions de maintenance effectuées sur les équipements précisés dans le présent marché.

1.6.1.8 MUTUALISATION DES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE : DEVELOPPE DURABLE

Le titulaire devra s'organiser pour mutualiser si possible les déplacements des interventions préventives, au sein d'un même périmètre géographique afin de limiter ses émissions de gaz à effet de serre.

1.6.1.9 OBLIGATION DE RESULTATS

Le titulaire doit une garantie de résultat, qu'il s'agisse de l'entretien ou des travaux qui lui seront éventuellement commandés.

Cette obligation de résultats porte sur :

- Le fonctionnement permanent des divers équipements confiés au titulaire, pendant les périodes et selon les programmes imposés ;
- L'entretien préventif de tous les matériels, objet du marché et, pour cela, la communication aux chefs de projets concernés, en temps utile, de toute demande de remplacement de pièces ou ensembles d'équipements :
 - Le respect des délais prévus à l'*annexe 3* planning prévisionnel en annexe ;
 - La traçabilité des opérations préventives et curatives par des bulletins et/ou rapports d'interventions ;
 - La capacité à mobiliser les moyens humains, techniques et les fournitures nécessaires ;
 - La bonne gestion d'un stock de pièces de rechange ;
 - La consignation des vérifications et interventions sur le registre de sécurité, accompagnée d'un rapport d'intervention.

1.6.1.10 OBLIGATION DE MAINTIEN EN ETAT

1.6.1.10.1 ETAT INITIAL

A la remise de son offre, le titulaire est réputé être parfaitement informé de la constitution du site et des caractéristiques des installations, du nombre et de la composition des équipements dont il doit assurer l'entretien.

Il reconnaît avoir pris connaissance, vérifié et complété, par toute visite nécessaire, les données indispensables à l'exploitation, à l'entretien et aux réparations des installations.

Le titulaire reconnaît explicitement avoir pris connaissance de l'état des équipements, notamment par le biais de la visite obligatoire sur sites, avant d'établir son offre et avoir disposé de tous les éléments lui permettant d'apprécier et d'évaluer sous sa pleine responsabilité les prestations faisant l'objet du présent marché.

1.6.1.10.2 PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS ET DES EQUIPEMENTS

A la date de prise d'effet, les installations et les équipements sont réputés conformes à leurs caractéristiques de base.

Toutefois, le titulaire dispose d'un délai de 1 mois à compter de la notification du marché, ou à défaut à compter de l'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, pour transmettre auprès des chefs de projets des différents membres du groupement (obligatoirement par courrier en envoi recommandé avec A.R.) un rapport de prise en charge des installations et des équipements, précisant les éventuelles anomalies constatées.

Passé ce délai, il ne pourra en aucune façon arguer d'une insuffisance de l'état technique des appareils ou de leur entretien passé, du nombre d'équipements pour demander des travaux de remise à niveau, élever une quelconque réclamation ou ne pas satisfaire à ses obligations.

1.6.1.10.3 ETAT EN FIN DE CONTRAT

Un état des lieux (rapports + inventaire à jour) sera dressé 2 mois avant la date d'expiration du marché.

Les installations et les équipements rendus par le titulaire devront être en état de fonctionnement et de propreté.

Dans le cas contraire, il appartiendrait au titulaire de faire exécuter les opérations correctives nécessaires un mois avant l'échéance du marché.

A défaut, ceux-ci seront réalisés sur l'initiative des chefs de projets des différents membres du groupement mais restant à la charge financière du titulaire du marché.

1.7 Operations de vérification

1.7.1 REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur peut désigner tout organisme pour le représenter dans le cadre du contrôle et du suivi de la prestation.

1.7.2 ORGANISATION DU CONTROLE ET DE LA SURVEILLANCE D'EXPLOITATION

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder, à tout moment, par ses Services Techniques ou par un organisme habilité ou agréé, à toute vérification et à tout contrôle des installations, sans pour autant dégager la responsabilité du titulaire qui demeure pleine et entière.

Un technicien représentant du titulaire du marché pourra accompagner le contrôleur habilité par le pouvoir adjudicateur pendant ses visites.

Si le contrôle révèle un défaut d'entretien, le titulaire y mettra fin dans le délai de réparation imposé dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.8 GARANTIE ET RESPONSABILITES

1.8.1 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire exécute, sous sa responsabilité exclusive, l'ensemble des prestations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le titulaire est seul responsable du travail, de la discipline, du respect des consignes et de l'efficacité de son personnel.

Il établira des consignes précises à l'intention de ce dernier.

La responsabilité du titulaire pourra être recherchée en cas d'incident ou d'accident quelconque et consécutif à une mauvaise réalisation des prestations dont il a la charge.

Le titulaire est responsable des dommages causés directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution du marché :

- A son personnel ou à ses sous-traitants, au personnel du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ;
- A ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Le titulaire doit, lors de la constitution du dossier de marché puis, le cas échéant, ultérieurement à chaque date anniversaire, justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations, objet du marché, ou causés par la carence des installations dont il effectue la maintenance.

Le titulaire s'engage à respecter les règles de sécurité et de confidentialité liées à l'environnement des différents établissements membres du groupement.

1.8.2 PLAN DE PREVENTION

Conformément aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992, un plan de prévention écrit sera établi conjointement par le titulaire et par le pouvoir adjudicateur avant le début des prestations. Ce plan devra être réactualisé chaque année au mois de janvier.

Le titulaire établit le premier Plan de prévention en coordination avec les chefs de projet membre du groupement. Il le soumettra aux chefs de projet dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification du marché, ou à défaut à compter de l'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure.

L'établissement du Plan de prévention fera préalablement l'objet d'une inspection commune (membre du groupement / titulaire) des lieux d'exécution des prestations à l'issue de laquelle une analyse des risques sera réalisée.

Le Plan de prévention devra prendre en compte les consignes de sécurité communiquées par les chefs de projet membre du présent groupement et devra comporter au moins des dispositions dans les domaines suivants :

- La définition des phases d'activités dangereuses et des moyens spécifiques correspondants ;
- L'adaptation des matériels, installations et dispositifs relatifs à l'opération ;
- Les instructions à donner aux salariés ;
- L'organisation des secours ;
- Les visites périodiques.

En outre, lorsque les prestations, qui représentent l'objet du présent marché, sont exécutées dans un lieu isolé ou à un moment où l'activité de l'établissement concerné est interrompue, le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'aucun salarié de son entreprise ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru en cas d'accident.

Le titulaire a l'obligation d'informer ses salariés des dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir en application du plan de prévention.

Ils doivent être informés des zones dangereuses, ainsi que des moyens mis en œuvre pour les matérialiser (affiches, consignes).

Ils doivent être informés des dispositifs de protection collective et individuelle, mais également des accès de secours.

A ce titre, le titulaire communiquera aux différents chefs de projet membre du groupement le contenu précis des formations et informations communiquées à ses salariés en matière de prévention.

En outre, le titulaire devra signaler aux différents chefs de projet membre du groupement, dans un délai de 24 heures, tout accident du travail dont serait victime un de ses salariés dans l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le Plan de prévention sera mis à jour annuellement par le titulaire ou/et les différents chefs de projet membre du groupement et par l'évolution des risques au cours de la réalisation du marché.

Dans le cadre d'une modification de la structure du Plan de Prévention par le pouvoir adjudicateur, celui-ci s'engage à le fournir au titulaire avant la rédaction du plan de prévention annuel.

1.8.3 GARANTIE DES MATERIELS

Les équipements, objet du marché, sont soumis à la garantie du fabricant.

Dans ce cas, il appartient au titulaire d'assister le Maître d'Ouvrage dans la mise en jeu des garanties en vigueur.

Pour tout remplacement de pièce ou d'équipement, le titulaire devra porter sur le bon d'intervention la durée de la garantie applicable.

Cette durée sera au minimum d'un an.

En cas de remplacement de matériel, et qu'il s'agisse d'opérations de maintenance ou de travaux, aucune fourniture ne peut être facturée pendant les périodes de garantie.

Pour tous travaux effectués par le titulaire dans le cadre de son marché, les garanties des équipements concernés s'appliquent intégralement à partir du jour de la réception par le pouvoir adjudicateur.

1.9 DISPOSITIONS DIVERSES

1.9.1 PENALITES

Les pénalités indiquées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) se cumulent en fonction du recensement par les chefs de projet membre du groupement des faits générateurs.

Le titulaire du présent marché subira ces pénalités sans plafonnement sur ses créances et sans mise en demeure préalable du pouvoir adjudicateur et à chaque constat.

L'application des pénalités reste à la seule discrétion du pouvoir adjudicateur, afin de lui permettre de tenir compte éventuellement de circonstances indépendantes du titulaire.

Toutes les réfections et les pénalités ainsi que le montant des dommages, débours ou dépenses résultant ou à résulter de l'application des mesures d'office, seront imputés en premier lieu sur les sommes qui sont dues au titulaire par réfaction sur les factures émises ou à défaut à titre de recette.

En cas de non prise en compte par le titulaire lors de la facturation, l'établissement effectuera lui-même la réduction de prix correspondante lors de la réception de la facture.

Le paiement des pénalités par le titulaire ne dispense pas celui-ci d'exécuter la prestation définie au présent marché.

1.9.2 CLAUSE SPECIALE POUR EXTENSION OU RECONSTRUCTION DE SITE

Par le biais d'un futur avenant au présent marché, le titulaire devra pouvoir intégrer à l'avenir dans le présent marché public l'ensemble des équipements et matériels installés dans ses constructions au cours du présent marché.

Ces équipements et matériels nouveaux seront pris en compte en plus des équipements et matériels pour les extensions et les reconstructions nonobstant les garanties qui s'y attachent.

L'obligation de résultat demandée au présent CCTP s'appliquera ainsi de fait à l'ensemble de ces équipements.

2 DESCRIPTION DES MISSIONS

Le titulaire devra exécuter, au titre du présent marché, les prestations suivantes du présent CCTP ainsi que celles décrites dans les annexes.

Les prestations de vérification et de contrôle des différentes installations seront effectuées conformément l'*annexe 3* planning prévisionnel.

L'entreprise titulaire devra prendre en considération les conditions spéciales d'exploitation (accès réglementés dans certains secteurs, présence de patients, blocs opératoire, urgences, dialyse, stérilisation, etc.)

Les établissements membres du présent groupement n'auront pas l'obligation de participer aux vérifications.

Cependant celles-ci pourront être effectuées sous le couvert d'une personne désignée par les chefs de projet, ou à défaut son représentant, ayant une connaissance suffisante des lieux et des installations, pour :

- Guider ponctuellement le technicien vérificateur,
- Lui permettre l'accès à certains locaux avec une gestion des accès spécifiques,
- Lui signaler les éventuels incidents survenus,
- Lui procurer les facilités nécessaires à l'exécution de sa mission sans gêner le fonctionnement normal de l'établissement.

A l'issue de chaque visite, le vérificateur rendra compte immédiatement aux chefs de projet ou à son représentant des résultats de son intervention.

La prise d'un rendez-vous préalable est obligatoire auprès des chefs de projet afin de pouvoir s'assurer de leurs présences.

Il visera, à la suite de la visite, le registre de sécurité conformément à la réglementation en vigueur.

Enfin, il établira un rapport détaillé écrit mentionnant les diverses opérations de vérifications, recommandations et conclusions.

2.1 Inventaire des installations et des équipements existants

2.1.1 GENERALITES

Le marché prévoit la prise en charge par le titulaire des matériels existants à la date de signature et les matériels à venir.

2.1.2 DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS

A ce jour, les installations et équipements concernés par le présent marché sont définis aux "*annexes 2 - Description des installations*" de chaque établissements membres du groupement du présent CCTP sans que cette liste puisse être considérée comme totalement exhaustive. Elle devra être vérifiée par les candidats lors de la visite obligatoire sur site ainsi que par le titulaire dans le premier mois du marché.

À compter de la notification du marché, le titulaire devra, chaque année et dans les trois mois suivant la première visite de maintenance préventive, transmettre au chef de projet de chaque établissement un état complet du parc.

Cet état parc exhaustif sera fourni au format Excel et devra recenser tous les équipements par sites et par bâtiments, à jour.

2.2 Exclusions

Ne sont pas prises en compte au titre du forfait, les interventions suivantes :

- 1 Les interventions, réparations, fourniture de tout matériel, liées à des causes extérieures d'incendie, d'explosion, de vandalisme ou de malveillance ; Les réparations seront donc facturables.
- 1 Les interventions ou réparations entraînées par des modifications ou réparations de matériel effectuées par du personnel non mandaté par le titulaire.

3 PRINCIPES DE DEROULEMENT DES PRESTATIONS

3.1 DELAIS

3.1.1 DELAIS D'INTERVENTION

Le titulaire assure en jours et heures ouvrés (de 08H00 à 17H00) une permanence afin d'assurer la prise en compte des demandes d'interventions par courriel ou téléphone émanant des chefs de projets, son représentant ou des différents membres habilités du groupement.

Les systèmes automatiques à message enregistré de type « répondeur téléphonique » ne sont pas admis.

Pour l'ensemble de ces interventions, le délai contractuel débute à l'heure et jour indiqué sur l'avis de réception de l'e-mail.

En cas de litige, seule l'heure de demande d'intervention sur l'avis de réception de l'e-mail sera prise en compte.

Le délai d'intervention maximum à partir de l'émission de l'e-mail émanant des chefs de projets, ou de son représentant, des différents membres du groupement en jours et heures ouvrées (du lundi au vendredi de 08H00 à 17H00) est de 24h.

3.1.2 DELAIS DE REPARATION

En cas de non-fonctionnement, anomalie ou mauvais fonctionnement d'un matériel, le titulaire ne doit pas immobiliser la partie de l'installation au-delà des délais imposés ci-dessous et doit pouvoir remédier au dysfonctionnement des matériels afin de rétablir le fonctionnement optimal sur l'élément défaillant sous 72h ouvrées maximum.

A cette fin, le titulaire aura un stock ou une logistique suffisante lui permettant de palier aux réparations des matériels et équipements dans les délais impartis.

Ces délais pourront être augmentés, au cas par cas et à libre interprétation du pouvoir adjudicateur, en raison de délais d'approvisionnement dus à des pièces spécifiques et qui devront en tout état de cause être justifiés par le titulaire auprès des chefs de projets des différents membres du groupement (en fonction de la panne et du matériel à changer).

Ce délai de réparation de 72h ouvrées ne prend pas en compte la commande de portes et bloc portes dont le délai de fabrication dépend du fournisseur.

Cependant le titulaire veillera à avoir des fournisseurs dont le délai de réponse et de fourniture de l'équipement soit dans un délai acceptable et usuel au titre de la profession.

3.2 Gestion du stock

Par défaut, aucun stock d'équipement ou de matériel par le titulaire ne sera mis en place dans les locaux des membres du groupement.

Concernant le stockage ponctuel dans le cadre d'une livraison avant pose et la localisation de l'équipement, l'accord du chef de projet de l'établissement concerné est obligatoire.

3.3 DEFINITION ET NATURE DES PRESTATIONS INCLUSES DANS LE FORFAIT

Les prestations d'entretien comprennent les vérifications périodiques et occasionnelles minimales imposées par la réglementation, auxquelles sont ajoutées des prestations dues à l'évolution technologique et sécuritaire des équipements.

Le but de ces prestations est de garantir la sécurité des personnes et des biens, la disponibilité, la fiabilité et la traçabilité des opérations effectuées.

3.3.1 MAINTENANCE PREVENTIVE

On entend par ce terme « la maintenance exécutée à des intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits et destinée à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement d'un bien. » (Extrait norme NF EN 13306)

Le titulaire s'engage à assurer la maintenance et l'entretien complets de ces installations dans le cadre du montant forfaitaire fixé dans la proposition financière, à savoir :

- Maintenance préventive annuelle comprenant forfaitairement les frais de déplacement, main d'œuvre et pièces détachées.
- Maintien en bon fonctionnement des installations et des équipements.
- Contrôles obligatoires.

Le titulaire doit garantir au pouvoir adjudicateur la bonne conservation des installations dès le début du marché et jusqu'à la fin de celui-ci.

La fréquence des inspections, des vérifications et des opérations d'entretien à caractère préventif, telles que définies ci-après est une 1 fois par an défini à l'*annexe 3 – Planning Prévisionnel*

Les visites et interventions de maintenance ont pour but de réduire les risques de pannes, de non fonctionnement, et de maintenir dans le temps les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Pendant la durée de son marché, le titulaire doit garantir la bonne conservation des installations.

Le titulaire portera à la connaissance des chefs de projets des différents membres du groupement toute anomalie qu'il aura observée dans les installations dont il a la charge.

Il est également tenu de signaler toute non-conformité à la réglementation en vigueur.

Toute anomalie fera l'objet d'un constat qui sera associé à une action du titulaire.

Il est précisé que si le prestataire n'a pas stipulé dans son offre d'autres modes opératoires que ceux-précisés au présent CCTP (dans le strict respect de la réglementation en vigueur), il réalisera alors l'ensemble des opérations indiquées.

3.4 DEFINITION ET NATURE DES PRESTATIONS FACTURABLES A L'INTERVENTION

3.4.1 MAINTENANCE CURATIVE

On entend par ce terme « la maintenance exécutée après détection d'une panne et destinée à remettre un bien dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise. » (Extrait norme NF EN 13306).

Les interventions effectuées au titre de la maintenance curative ont pour but la remise en état de fonctionnement des matériels sous contrat aux performances nominales escomptées.

Dans le cadre de ce marché, le titulaire facturera les prestations (coût horaire de main d'œuvre incluant le déplacement + prix des pièces détachées) nécessaires conformément aux prix renseignés dans le BPU pour la maintenance curative.

3.4.2 EQUIPEMENT NON IDENTIFIE DANS LE BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

En l'absence d'une pièce détachée ou d'un équipement non indiqué dans le bordereau des prix unitaires, un devis sera envoyé par le titulaire auprès des chefs de projets des différents membres du groupement.

Dans ce cas spécifique, les fournitures seront comptées au prix payé par le titulaire (prix de facture comprenant la remise déduite à justifier dans le cadre d'une sollicitation d'un membre du groupement)

affecté d'un coefficient que le titulaire aura indiqué lors de son offre financière dans le *BPU – PIECES DETACHEES*.

Les équipements non présents au BPU pourront être ajoutés ultérieurement par voie d'avenant

4 MAINTENANCE DES PORTES COUPE-FEU

4.1 Périmètre du marché

Le marché couvre toutes les portes coupe-feu installées dans les bâtiments et sites relevant des établissements et du présent marché, qu'elles soient :

- Intérieures,
- Extérieures,
- Issues de secours,
- De recoupement dans les circulations,
- Portes d'accès à des locaux à risques.

Un quantitatif des équipements (exhaustif à la publication de ce marché) par établissements sera mis à disposition des candidats en *annexe 2 – Descriptif des installations*.

Le titulaire dispose d'un délai de un mois, à compter de la notification du marché, pour vérifier le quantitatif de ces équipements listés.

Passé ce délai, aucune contestation relative à l'état technique, à l'entretien antérieur ou au quantitatif ne sera recevable.

Le titulaire devra alors satisfaire pleinement à ses obligations sans pouvoir réclamer de travaux de remise à niveau ou une augmentation financière de son offre au présent marché.

4.1.1 PRESTATIONS DE MAINTENANCE PREVENTIVE

La maintenance préventive des équipements, **réalisée une fois par an**, comporte notamment :

4.1.1.1 CONTROLES VISUELS:

- Contrôle visuel de l'état général de la porte :
Vérifier l'absence de déformations, chocs, corrosions, dégradations ou tout défaut susceptible de compromettre la résistance au feu et le bon fonctionnement du dispositif.
- Contrôle visuel de l'état général du support :
Examiner l'encadrement, le dormant, les fixations et scellements pour s'assurer qu'ils sont intacts, stables et conformes aux prescriptions de pose.
- Contrôle visuel de l'état général des joints :
Vérifier la présence, la continuité et le bon état des joints intumescents et d'étanchéité (absence de coupure, écrasement excessif, arrachement ou usure).
- Contrôle des jeux et ajustements éventuels :
Mesurer les jeux périphériques des portes (latérales, hautes et basses) afin de s'assurer de leur conformité réglementaire et de l'absence de frottement ou d'obstacle au bon fonctionnement.
Les écarts (au milieu et au niveau du bâti) devront être conformes au Procès-Verbal de la porte. En fonction des portes, le PV indiquant l'espace maximal pour être conforme.

- Contrôle de la fixation des équipements :
Vérifier la solidité et le serrage de l'ensemble des accessoires fixés sur la porte (ferme-porte, paumelles, barres anti-panique, ventouses, contact de positions en lien avec le Système de Sécurité Incendie, gâches, serrures, crémones, etc.).

4.1.1.2 NETTOYAGE

- Nettoyage sous la porte :
Retirer tout corps étranger, poussière, salissure ou obstacle susceptible de gêner la fermeture complète et étanche de la porte.
- Nettoyage de la zone de sécurité :
Débarrasser la zone de fonctionnement de la porte (dégagement, zone de rotation, zone de sécurité) de tout encombrement ou obstacle pouvant compromettre l'efficacité du compartimentage.
- Dépoussiérage des organes mécaniques et lubrification si nécessaire :
 - Éliminer les poussières, résidus et dépôts sur les organes de commande et de transmission (charnières, pivots, axes, rails, ferme-portes, ventouses, crémones...).
 - Procéder, lorsque cela est recommandé par le fabricant et sans altérer les performances de résistance au feu, au graissage/lubrification des pièces mécaniques mobiles, afin de garantir leur fluidité de fonctionnement et leur durabilité.

4.1.1.3 CONTROLES FONCTIONNELS

- Contrôle du fonctionnement de l'anti-panique :
Actionner la barre anti-panique et vérifier :
 - son déclenchement facile,
 - l'ouverture complète de la porte,
 - le retour en position conforme après utilisation.
- Contrôle de la serrure :
Tester le verrouillage/déverrouillage manuel, vérifier le bon fonctionnement du cylindre et l'absence de point dur.
- Contrôle de la crémone :
Vérifier l'enclenchement et le déverrouillage de la crémone haute et basse, ainsi que la bonne transmission mécanique.
- Essais de fonctionnement des ventouses et verrouillages électromagnétiques :
Vérifier l'alimentation, le maintien en position, la libération correcte lors d'une coupure de courant ou sur commande de sécurité.
- Contrôle manuel de fonctionnement de la porte :
Ouvrir et fermer la porte manuellement pour vérifier la fluidité du mouvement, l'absence de point dur, et la bonne fermeture complète sur son bâti.
- Essais de fonctionnement via le système de sécurité incendie :
Déclencher un essai depuis le Système de Sécurité Incendie pour s'assurer que la porte réagit correctement :
 - au signal (libération, fermeture ou enclenchement selon sa fonction),

- au positionnement des vantaux par rapport au bâti face à la mise en fonctionnement du désenfumage (naturel ou mécanisé)
Il est régulièrement constaté par les chefs de projets que les portes ne soient pas correctement alignées au bâti lors de la mise en fonctionnement du désenfumage mécanisé engendrant un passage des fumées dans l'espace sécurisé et de facto la dégradation de l'espace de compartimentage.

Pour ce faire, La prestation de contrôle du titulaire devrait être réalisée en même temps que les essais du prestataire de maintenance préventive des systèmes de sécurité incendie. Le titulaire devra donc initier le calage de dates communes avec le prestataire de maintenance du Système de Sécurité Incendie lors de ses vérifications périodiques.

- Contrôle du temps de fermeture :
Chronométrer le temps de fermeture de la porte et vérifier qu'il est conforme aux prescriptions réglementaires (qui devra dans tous les cas être inférieur à 30 secondes), avec fermeture complète et hermétique dans un temps souhaité de 10 à 20 secondes.
A défaut, le titulaire devra mettre en œuvre les moyens organisationnel et curatif pour atteindre l'objectif du temps de fermeture souhaité.

4.1.1.4 PORTES METALLIQUES COULISSANTES NON MOTORISEES COUPE-FEU 1 HEURE DE COMPARTIMENTAGE DE PARKING SOUTERRAIN ASSERVIES AUSSI

La maintenance préventive sera réalisée **2 fois par an** sur l'ensemble des équipements, notamment :

- Vérifier la fixation de l'installation
- Vérifier le fonctionnement général (fermeture complète et bonne étanchéité de la porte / bonne ouverture des portes de franchissement de ces portes)
- Vérifier les articulations et le coulisement
- Vérifier les Organes de transmission de mouvement
- Vérifier les organes de guidage
- Vérifier les organes d'anti-cabrage / d'anti-dégondage
- Vérifier les équilibrages
- Vérifier les zones de fin de course
- Effectuer le nettoyage de l'opérateur
- Effectuer les vérifications nécessaires
- Nettoyer les contacts électriques
- Effectuer les réglages électriques et mécaniques utiles au bon fonctionnement
- Contrôler l'état des moteurs
- Vérifier le fonctionnement des commandes, télécommandes, et commutation
- Vérifier le fonctionnement des détecteurs
- Vérifier le fonctionnement des systèmes d'ouverture d'urgence automatique
- Vérifier le fonctionnement des parachutes (sécurités mécaniques)
- Vérifier le fonctionnement des sécurités au franchissement
- Vérifier le fonctionnement de la réouverture sur obstacle
- Vérifier l'état des débrayages et fonctionnements manuels
- Vérifier la signalisation (éclairage de zone, feux clignotants, matérialisation au sol)
- Vérifier les verrouillages
- Vérifier l'état des vantaux, tabliers, lisses, lames...

4.1.1.5 RAPPORT

Chaque intervention préventive donnera lieu à la remise d'un bulletin d'intervention détaillé, mentionnant :

- La liste des contrôles réalisés,
- Les éventuelles anomalies constatées,
- Les recommandations de remise en état,
- La conformité de l'équipement.

Ce rapport devra être exploitable pour archivage dans le registre de sécurité.

Au besoin, un devis de remise en conformité devra être adressé dans le délai requis au présent marché.

4.1.1.6 RECEPTION DES PRESTATIONS

Chaque intervention sera validée par la signature d'un bon d'intervention par le chef de projet désigné.

4.1.2 PRESTATIONS DE MAINTENANCE CORRECTIVE (CURATIVE)

Les interventions effectuées au titre de la maintenance curative ont pour but la remise en état de fonctionnement des matériels et équipements sous contrat aux performances nominales escomptées.

4.1.2.1 DECLenchement

Les interventions correctives sont déclenchées par courriel sur sollicitation émanant des chefs de projets ou du Poste Central de Sécurité pour les Hôpitaux Du Léman et du Centre Hospitalier Alpes Léman.

4.1.2.2 SERVICE D'ASTREINTE - PROCEDURE D'APPEL

Le Titulaire assure 24 heures/24 et 7 jours/7 un service d'astreinte chargé de prendre les mesures en cas d'incident sur les installations, signalé par un appel téléphonique des clients (chefs de projet membre du GHT) ou de son représentant (le Service Sécurité membre du GHT).

Les délais d'intervention de l'astreinte sont ceux fixés au paragraphe suivant.

Une réponse sera fournie à tout appel. Les systèmes automatiques à message enregistré ne sont pas admis. Il sera obligatoire de communiquer par le technicien d'astreinte du titulaire (contacté via le centre d'appel) dans un délai de trente minutes faisant suite à toute demande émanant des services sécurité ou à défaut le service en charge de la sécurité des établissements de la bonne prise en compte de la demande ainsi que le délai d'intervention sur site.

- Les établissements listés ci-dessous seront bénéficiaires de ce service d'astreinte :
-

1. Centre Hospitalier Alpes Léman :
 - Poste Central de sécurité au 04.50.82.22.03
 - Ligne sécurisée du PCS au 04.50.03.21.47

Le coût des appels est à la charge du prestataire.

Pour l'ensemble de ces interventions, le délai contractuel débute à l'heure et jour indiqué sur l'avis de réception du mail ou de l'appel téléphonique (numéro d'intervention donné par le centre d'appel d'astreinte) émanant du service émetteur.

En cas de litige, seule l'heure de demande d'intervention sur l'avis de réception du mail ou de l'appel téléphonique (numéro d'intervention donné par le centre d'appel d'astreinte) sera prise en compte et l'heure d'arrivée du technicien du Titulaire, correspondant au moment où il se met à disposition effective du chef de projet ou de son représentant qui l'a contacté, seront prises en compte.

Le délai d'intervention maximum à partir de l'émission du mail ou de l'appel téléphonique (numéro d'intervention donné par le centre d'appel d'astreinte) émanant des chefs de projet est par défaut de 8 (huit) heures.

4.1.2.3 DELAIS D'INTERVENTION

4.1.2.3.1 HORS BENEFICIAIRE DU SERVICE D'ASTREINTE :

Le titulaire du marché devra intervenir dans un délai maximum de :

- Portes de recoupement : 24 heures ouvrées
- Portes d'issue de secours : 24 heures ouvrées
- Portes de locaux : 48 heures ouvrées

4.1.2.3.2 BENEFICIAIRE DU SERVICE D'ASTREINTE :

Le titulaire du marché devra intervenir, présent sur le site concerné que cela soit de jour, de nuit, de week-end ou de jours fériés, dans le délai maximum indiqués ci-dessous par établissement.

2. Centre Hospitalier Alpes Léman : 08 heures

4.1.2.4 CONDITIONS FINANCIERES

La main d'œuvre est rémunérée à l'heure d'intervention, incluant forfaitairement les frais de déplacement, selon le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Les prestations hors forfait feront l'objet d'un devis dont les prix seront conformes à la proposition financière - onglets BPU Maintenance curative, frais de déplacement inclus, et seront notifiées par un bon de commande.

Les prestations de la maintenance curative hors forfait feront l'objet d'une facturation séparée.

En l'absence d'une pièce détachée manquante dans le BPU, un devis sera envoyé par le titulaire auprès des chefs de projets des différents membres du groupement. Dans ce cas spécifique, les fournitures seront comptées au prix payé par le titulaire (prix de facture, remise déduite à justifier dans le cadre d'une sollicitation d'un membre du groupement) affecté d'un coefficient que le titulaire aura indiqué lors de son offre dans le BPU – onglet maintenance curative.

Les établissements se réservant la possibilité de mettre en concurrence l'offre et faire appel à un autre prestataire.

4.1.2.5 DEVIS SUITE INTERVENTION D'ASTREINTE

Les pièces détachées devront être chiffrés par le titulaire est adressé aux chefs de projet dans le délai requis

4.1.2.6 RAPPORT

Chaque intervention corrective donnera lieu à un bulletin d'intervention mentionnant la panne, la réparation effectuée et les pièces remplacées.

4.1.2.7 RECEPTION DES PRESTATIONS

Chaque intervention sera validée par la signature d'un bon d'intervention par le chef de projet désigné

5 LISTE DES ANNEXES AU CCTP

- ANNEXE 1 - Informations sur les sites (Document commun pour l'ensemble des sites)
- ANNEXE 2 - CHAL - Description des installations
- ANNEXE 2 - EPSM - Description des installations
- ANNEXE 2 - HDL - Description des installations
- ANNEXE 2 - HPMB - Description des installations
- ANNEXE 2 - REIGNIER - Description des installations
- ANNEXE 3 - Planning d'intervention prévisionnel (Document commun pour l'ensemble des sites)
- ANNEXE 4 - Conditions d'interventions aux HDL
- ANNEXE 5 - Plans de prévention aux HDL
- DPGF + BPU (Document commun pour l'ensemble des sites)